

Sortir la presse de la casserole

La démonstration consiste à jeter vive une grenouille dans l'eau bouillante et constater qu'elle s'en extirpe aussitôt d'un bond; tandis que si on la cuit à feu doux, la progressive élévation de température ne lui permet pas de prendre conscience du danger et elle meurt sans tenter de s'échapper. On ignore si cette cruelle expérience fut jamais tentée, et si l'histoire circule, elle ne vaut que par la force d'une image. L'illustration qu'un mal insidieux tue plus sûrement qu'une agression soudaine.

Marc de Haan

Marc de Haan est président du Groupe Bruschetta asbl.

La Belgique est un paradis pour la presse. S'ils sont parfois menacés, il est rarissime que les journalistes belges soient brutalisés ou assassinés en raison de leur métier. On ne les persécute pas, on n'intimide pas leur famille, on ne les emprisonne pas pour les empêcher d'écrire ou de parler. Il n'y a même pas sur nos terres d'empire berlusconien, ou d'emprise bushienne. Excepté quelques abus qui valent à notre petite démocratie de se faire condamner devant la Cour européenne des droits de l'homme¹, la liberté journalistique est ici une réalité. Ce fait vaut d'être signalé, car dans sa morne banalité, il reste hélas à

l'échelle de l'humanité exceptionnel, inouï, prodigieux.

CANARDS CUITS À FEU DOUX

Pour autant, mieux vaut ne pas se reposer sur les lauriers gagnés par d'autres durant les siècles passés. La presse est libre parce que la société est démocratique, et la société est démocratique parce que, notamment, la presse est libre. Que l'un des termes de ce couple vertueux vienne à faiblir, qu'il connaisse une éclipse, et c'est tout l'équilibre de la communauté qui est menacé. Or, à l'instar de la grenouille cuite à feu doux, nos canards barbotent

¹ La Belgique s'est illustrée jusqu'à ce jour par son mépris du secret des sources journalistiques, se mettant ainsi hors la loi européenne. Voir l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Ernst et consorts*, 15 juillet 2003.

dans des eaux dont la température monte dangereusement. La situation de la presse reste plutôt bonne, mais la tendance est franchement inquiétante.

On connaît les grands périls que sont la concentration des groupes de presse et la marchandisation de l'information. On lit de moins en moins les journaux, il y en a du reste de moins en moins à lire, et on s'adonne de plus en plus à des émissions débiles produites par une industrie cathodique pas très citoyenne. Nous ne connaissions pas notre bonheur de lire la ringarde presse socialiste aujourd'hui disparue, ni celui de regarder une télévision commerciale aussi digne que R.T.L./T.V.I. La geste d'AB3 évoquée par ailleurs illustre parfaitement les avatars d'un paysage médiatique en crise.

Mais la dégradation douce se révèle surtout par l'observation des pratiques quotidiennes. Le constat pourrait se résumer par une formule: les journalistes font de moins en moins de journalisme. Ils produisent de plus en plus d'information, mais celle-ci n'est plus nécessairement le reflet des faits eux-mêmes. Car les reporters n'ont plus le temps d'aller à leur rencontre, sur le terrain. Le temps de les vérifier, les recouper, les comprendre, leur faire subir un examen critique, et les nuancer. Et ne parlons pas de journalisme d'investigation... Pour que le reportage soit à l'antenne au moment voulu, pour que l'info soit à la Une en ce mois d'été où rien ne se passe, on se contentera de peu, de quelques coups de téléphone, d'une dépêche d'agence étrangère, de communiqués de presse. On puisera volontiers

dans l'information apportée sur un plateau d'argent par ceux que les pouvoirs paient pour la mettre en valeur. Prenant leur matériau à même source, peu à peu tous les médias en font le même récit. Et quand une exclusivité surgit, elle est aussitôt reprise par les concurrents, plus angoissés à l'idée d'avoir manqué quelque chose qu'à celle de trouver autre chose. La qualité, la diversité, mais aussi l'indépendance de l'information s'en trouvent gravement menacées.

Le propos n'est pas ici de culpabiliser la profession. Comme tous mes confrères, j'ai sur les mains de l'encre de communiqués de presse... Dans des conditions sociales de plus en plus précaires, les journalistes s'efforcent généralement de préserver leurs valeurs professionnelles. Et même leurs patrons, qui doivent bien composer avec la maigreur de leurs recettes et la nécessité de dégager des bénéfices, ne sont pas les parfaits cyniques que l'on croit parfois. Mais une force invisible est à l'œuvre et si l'on n'y prend garde, elle nous mènera peu à peu au chaos médiatique. Quelques dérapages nous en donnent un avant-gout. Nous glissons lentement vers une presse passive, qui répercutera docilement ce qu'on veut bien lui dire, qui mélangera la réalité et la fiction, l'information et le divertissement, voire la publicité. Une presse dont le rôle ne sera pas d'éclairer l'opinion publique, de nourrir son savoir et d'aiguiser son esprit critique, mais au contraire de participer à la joyeuse crétinisation populaire. Les seuls bénéficiaires de cette évolution seront les partis politiques qui font recette du prêt-à-penser et

des idées simplistes: démagogues, populistes et extrémistes les plus dangereux.

Ce n'est donc pas seulement un amour des bons articles et des grands reportages qui voici deux ans a fécondé le Groupe Bruschetta. C'est une profonde inquiétude pour l'avenir de la démocratie. Au lendemain des élections du 13 juin 2004, on ne parlera plus d'un engagement, mais de résistance.

DEUX ANS D'AGITATION...

Le Groupe Bruschetta se veut avant tout agitateur d'idées. Il a créé un lieu de parole, de parole libre où rien de ce qui est dit ne sera retenu contre vous. S'y retrouvent des universitaires, des journalistes et autres professionnels des médias. De la signature célèbre au débutant qui en bave, réunis par une association sans but lucratif pluraliste et indépendante. De cette agitation sont nées des propositions très concrètes de réforme du secteur de la presse. Elles furent d'abord traduites dans une résolution proposée à tous les partis, et déposée au Sénat en avril 2003 par le P.S. et Écolo. Aujourd'hui, c'est le sénateur socialiste Philippe Mahoux qui défend une version plus aboutie de ce texte. Un texte ambitieux qui évoque la nécessité de soustraire la production médiatique aux seuls impératifs commerciaux.

L'idée fondatrice consiste à considérer l'information, en tant qu'impératif démocratique, comme une mission de service public, peu importe qu'elle soit exercée par un organisme privé ou public. Cette mission est une charge qui justifie d'être soutenue par le biais d'aides écono-

miques, telles que des réductions de charges sociales ou fiscales, soumises au respect de conditions strictes favorisant le travail proprement journalistique. Ainsi, les entreprises de presse seraient encouragées à privilégier le salariat, reconnaître les sociétés de rédacteurs, conférer un statut adéquat aux rédacteurs en chef, analyser leurs propres pratiques, assurer la formation continue et la médiation avec le public, etc. Une commission paritaire propre au secteur de la presse serait chargée de la gestion de ce fonds, sur la base de l'avis conforme de l'union professionnelle quant au respect des conditions d'octroi².

Aujourd'hui, le Groupe Bruschetta est donc perché à la tribune de presse des assemblées, attentif aux travaux de la nouvelle législature qu'il espère porteuse d'avancées démocratiques. Une attention naturellement critique, qui se manifeste notamment lors du débat parlementaire sur la législation visant à garantir le secret des sources aux journalistes³. L'enjeu est particulièrement emblématique dans la mesure où ce secret est indispensable à la récolte d'informations qui autrement ne seraient jamais révélées. Se prononcer pour une véritable protection des sources journalistiques, c'est affirmer que la presse ne doit pas se contenter de l'information officielle, mais qu'elle peut légitimement enquêter sur tous les faits d'intérêt public.

ET UN FORUM EN PERSPECTIVE

À force de rencontrer et d'écouter les acteurs de médias, de brasser les idées,

² Pour lire ces propositions et consulter la documentation du Groupe Bruschetta asbl, se reporter au site <www.bruschetta.be>.

³ Projet de loi accordant aux journalistes le droit de taire leurs sources d'information, actuellement examiné par la commission de la Justice du Sénat.

d'aiguillonner les décideurs, le Groupe Bruschetta a catalysé un profond besoin d'expression. De lecteurs et auditeurs, réputés passifs, qui réagissent aux manifestations publiques de l'association. De journalistes, réputés individualistes et pas très militants, qui révèlent soudain leur idéal blessé. De professeurs, réputés dans leur tour d'ivoire, qui se sentent responsables du destin professionnel de leurs étudiants. De patrons, réputés complices des tendances dénoncées, qui aimeraient pouvoir agir autrement. Il semble bien que la parole doive être prononcée par un public plus large, et entendue dans un espace plus vaste.

Ainsi, en collaboration avec les universités francophones et le Centre de droit de l'information et de la communication de l'U.L.B., en particulier, le Groupe Bruschetta prépare l'organisation d'un grand forum de la presse qui doit se tenir au début de l'année 2005. Cette réunion couronnera un processus de consultations de plusieurs mois, dont l'objectif sera

d'identifier les attentes des acteurs du secteur et de les confronter aux propositions du groupe. De cette grande tempête de cerveaux devrait émerger un état de la question, face auquel les décideurs publics et privés auront à se positionner.

Le peuple dogon, dont la culture fascinante s'accroche à une falaise perdue du désert malien, affectionne une case à palabre coiffée d'un toit de branchages très épais, et surtout très bas. On raconte qu'ainsi les hommes y parlent au frais, calmement, car ils ne peuvent s'y tenir qu'assis, et celui qui se dresse en s'emportant dans la discussion heurte aussitôt le plafond. La presse belge a besoin d'une telle case à palabres. Elle qui se veut le réceptacle des palabres de toute une société, elle doit aussi pouvoir tenir sa propre palabre. Que les différences s'expriment, que les rapports de force se manifestent, mais sans se perdre dans le vide. On se rassied, et on rediscute, car l'objectif est sacré: il s'agit de préserver l'intelligence démocratique. ■

Le Groupe Bruschetta, qu'est ce que c'est que ça ?

Groupe Bruschetta, de groupe — n.m. cour. réunion de personnes dans un même lieu — et bruschetta — n.f. spécialité italienne, petit pain grillé à l'ail.

Ne cherchez pas le rapport entre la presse et le nom de cette association, il n'y en a pas. S'il avait fallu lui donner un patronyme plus explicite, elle se serait peut-être appelée l'A.R.A.R.D.P. pour Association de réflexion et d'action pour le rôle démocratique de la presse. Une dénomination assommante à peine prononcée, inadéquate pour exprimer le souffle d'un idéal du journalisme, certes forgé sur une analyse lucide, mais un idéal néanmoins.

Autour de cet idéal, le groupe s'est assemblé au printemps 2002. Informel d'abord, il s'est constitué en a.s.b.l. le 18 juillet 2003. Pluraliste et indépendante, l'association compte des acteurs ou des observateurs privilégiés des médias, de sorte à assurer une approche interdisciplinaire. Il n'est donc pas question ici de défendre le métier de journaliste en soi, même si le but visé passe souvent par là, mais de mettre en place les conditions d'exercice de cette profession en tant que pilier démocratique. Une démocratie vivante a besoin d'une presse de qualité, consciente de ses responsabilités, et indépendante de tous les pouvoirs, y compris de ceux qui président à sa destinée. En clair, une presse libre des autres comme d'elle même, au seul service de l'intérêt général.

Le Groupe Bruschetta s'est manifesté par diverses publications, et par un travail de sensibilisation du monde parlementaire au enjeux de la presse moderne. Il est ainsi à l'origine de deux propositions de résolution déposées au Sénat, propositions qui contiennent en substance un vaste projet de réforme du secteur. Le groupe s'est également engagé sur divers sujets d'actualité, notamment relatifs au secret des sources des journalistes et la progression de l'extrême droite.

L'a.s.b.l. fonctionne actuellement avec les seules cotisations de ses membres, et signale son action au public par le biais de son site internet: <www.bruschetta.be>